

Convention collective

**IDCC : 8214. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE-ÉLEVAGE,
MARAÎCHÈRES, HORTICOLES ET DE PÉPINIÈRES ET CUMA
(Marne)
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(Marne et Aube)
(12 février 1991)**

(Etendue par arrêté du 25 juin 1991,
Journal officiel du 18 juillet 1991)

AVENANT N° 73 DU 11 MARS 2014

NOR : *AGRS1497283M*
IDCC : 8214

Entre :

La FDSEA de la Marne ;

Les EDT de la Marne et de l'Aube ;

La FDCUMA de la Marne,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

L'UD CGT-FO ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de la convention collective.

Ainsi :

- le calcul de l'ancienneté est modifié ;
- les garanties en cas d'incapacité de travail et d'invalidité sont modifiées et les cotisations évoluent ;
- le principe de la portabilité est intégré à compter de l'entrée en vigueur des dispositions légales qui la concernent.

Article 1^{er}

Garantie en cas de maternité ou d'adoption

Le premier alinéa ainsi que le I de l'article 19 de la convention collective sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« I. – Interruption en cas de grossesse ou d'adoption

En cas d'interruption légale de travail due à l'état de grossesse médicalement constatée ou à l'adoption, une indemnisation complémentaire à celle des assurances sociales agricoles est versée jusqu'à concurrence du salaire complet. »

Article 2

Garantie incapacité de travail

L'intitulé du II ainsi que les trois premiers alinéas du point II et le paragraphe A « Garantie incapacité de travail » du point II de l'article 19 de la convention collective sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« II. – Garanties en cas d'incapacité temporaire et d'invalidité

A. – Garantie incapacité temporaire de travail

En cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet, maladie professionnelle, accident ou maladie de la vie privée, tout salarié non cadre qui justifie de 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise à la date de son arrêt de travail perçoit, en complément de ses indemnités journalières légales, des indemnités journalières complémentaires.

La condition d'ancienneté mentionnée ci-dessus est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté.

La rémunération brute mensuelle prise en compte pour le calcul de ces indemnités journalières complémentaires est celle qui est retenue pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail, intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Le paiement des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est effectué par l'organisme assureur. Les indemnités journalières sont donc versées nettes de charges sociales, de CSG et de CRDS.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne ;
- d'être pris en charge et de donner lieu au versement d'indemnités journalières légales par la mutualité sociale agricole (MSA). Lorsque le service des indemnités journalières légales prend fin ou est interrompu, le service des indemnités journalières complémentaires prend également fin ou est interrompu.

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

1. Montant des indemnités journalières complémentaires du salarié ayant entre 6 mois et moins de 12 mois d'ancienneté

Pour les salariés ayant entre 6 mois et moins de 12 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise, les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- sans carence en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 11^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Cette indemnisation complémentaire est égale à 30 % de la rémunération brute limitée au plafond de la sécurité sociale (tranche A) et 80 % de la rémunération brute comprise entre 1 et 4 fois ledit plafond (tranche B), et ce tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

2. Montant des indemnités journalières complémentaires du salarié ayant 12 mois d'ancienneté et plus

Pour les salariés ayant 12 mois d'ancienneté et plus dans l'entreprise, les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- sans carence en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 4^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Cette indemnisation complémentaire est égale à :

- pour la "période 1" correspondant à une période de 150 jours par arrêt de travail : 40 % de la rémunération brute limitée au plafond de la sécurité sociale (tranche A) et 90 % de la rémunération brute comprise entre 1 et 4 fois ledit plafond (tranche B) pendant 150 jours par arrêt de travail. La cotisation afférente à cette période est intégralement à la charge de l'employeur ;
- pour la "période 2" correspondant à la période au-delà des 150 jours par arrêt de travail : 30 % de la rémunération brute limitée au plafond de la sécurité sociale (tranche A) et 80 % de la rémunération brute comprise entre 1 et 4 fois ledit plafond (tranche B), et ce tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

En tout état de cause, le montant des indemnités journalières complémentaires ne saurait être inférieur à celui résultant de l'application des articles D. 1226-1 et suivants du code du travail. »

Les modifications susmentionnées prennent effet pour tout nouvel arrêt de travail survenu à compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant.

Article 3

Garantie invalidité

Les trois premiers alinéas du paragraphe B « Garantie invalidité » du point II de l'article 19 de la convention collective sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Tout salarié non cadre qui justifie de 6 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise bénéficie, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3 reconnue par le régime de base de la sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour un taux d'incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égal aux 2/3, d'une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole.

La pension d'invalidité est égale à 80 % du salaire brut du salarié sous déduction de la pension ou de la rente versée par la MSA ainsi que, le cas échéant, de la rémunération d'une activité salariée.

Le salaire brut pris en compte correspond au 1/12 des salaires perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail. »

Les cinquième et sixième alinéas du paragraphe B « Garantie invalidité » de l'article 19 de la convention collective sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« La pension d'invalidité complémentaire est maintenue, sous réserve que le taux d'incapacité reste au moins égal aux 2/3, aussi longtemps que le salarié perçoit une pension de la caisse de la MSA et est suspendue si la MSA suspend le versement de sa propre pension. Elle prend fin au plus tard à la date d'attribution d'une pension vieillesse à taux plein.

Cette prestation est revalorisée selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base.

La rente complémentaire ne peut se cumuler avec les indemnités journalières que le salarié percevait avant la décision de la MSA relative à l'incapacité permanente, au titre de la garantie incapacité temporaire de travail prévue au présent article.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité. »

Les modifications susmentionnées prennent effet pour toute nouvelle invalidité constatée à compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant.

Article 4

Cotisations

Le point 1 « Cotisations » du paragraphe C « Dispositions communes » du point II de l'article 19 de la convention collective est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. Cotisations

Les garanties incapacité temporaire de travail et invalidité sont financées par une cotisation de 1,56 % de la rémunération brute des salariés atteignant la condition de 6 mois d'ancienneté, ainsi répartie :

- la garantie incapacité temporaire de travail des salariés ayant entre 6 mois et moins de 12 mois d'ancienneté est financée par une cotisation de 0,03 % à la charge exclusive du salarié ;
- la “période 1” de la garantie incapacité temporaire de travail des salariés ayant 12 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise à la date de l'arrêt de travail est financée par une cotisation de 0,55 % à la charge exclusive de l'employeur ;
- les cotisations de la “période 2” de la garantie incapacité temporaire de travail et de la garantie invalidité, soit 0,98 %, sont financées à hauteur de 90 % à la charge du salarié, soit 0,88 %, et 10 % à la charge de l'employeur, soit 0,10 %.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur-salarié

(En pourcentage.)

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Incapacité temporaire de travail dont :	0,88	0,55	0,33
Garantie des salariés ayant entre 6 mois et moins de 12 mois d'ancienneté	0,03	–	0,03
Garantie des salariés ayant 12 mois d'ancienneté :			
– « période 1 »	0,55	0,55	–
– « période 2 »	0,30	–	0,30
Invalidité	0,68	0,10	0,58
Total	1,56	0,65	0,91

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,20 % (représentant 36 % de la cotisation patronale finançant la garantie incapacité temporaire de travail) exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

L'assiette des cotisations correspond à la rémunération brute, dans la limite de 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales agricoles.

Les cotisations sont appelées aux seuls salariés bénéficiant des prestations, c'est-à-dire aux salariés justifiant de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise. Cette condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté. »

Article 5

Portabilité

Après le point 4 « Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire » du paragraphe C « Dispositions communes » du point II de l'article 19 de la convention collective, il est ajouté un point 5 « Portabilité légale » rédigé comme suit :

« 5. Portabilité légale

Les salariés bénéficient des dispositions légales (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale) sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 7

Entrée en vigueur. – Dépôt

Les présentes dispositions entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2015, sauf l'article 5 qui prendra effet au moment de l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles cet article fait référence, et sous réserve de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension avant le 15 décembre 2014. A défaut de publication à cette date, l'avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension.

Il sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 11 mars 2014.

(Suivent les signatures.)